

À QUI PROFITE LA CRISE DES RETRAITES ?

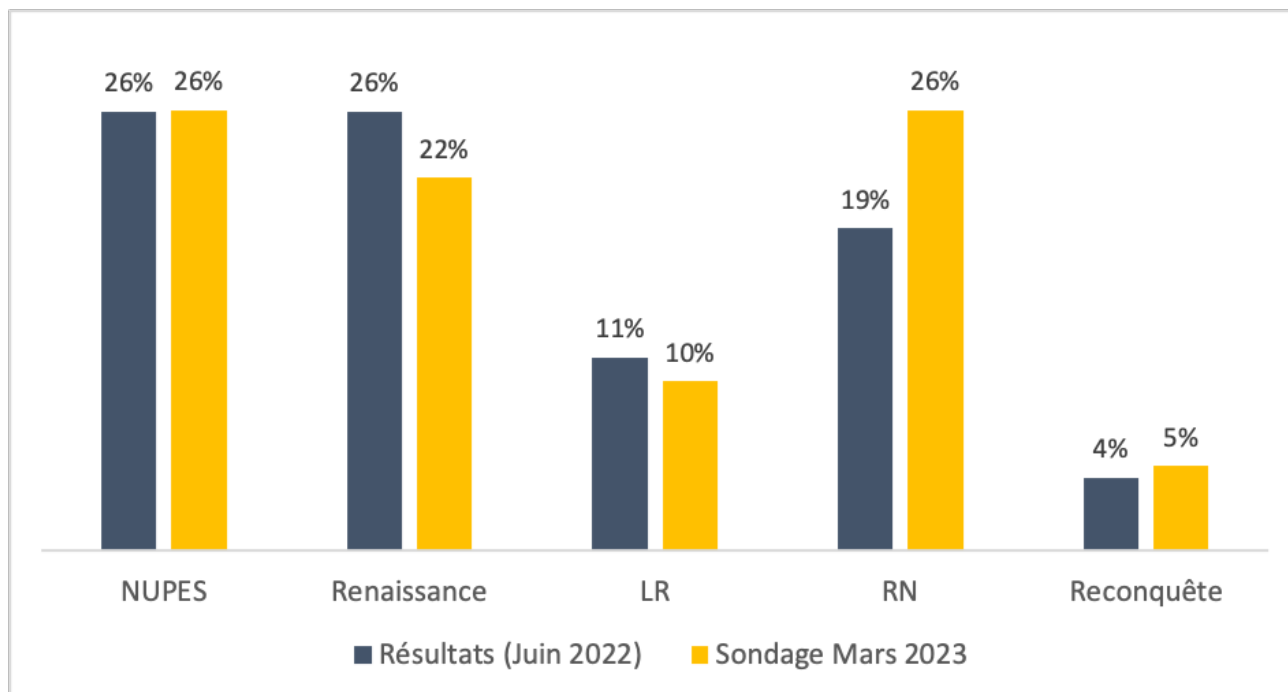
Antoine Bristielle

04/04/2023

Quelle formation politique tire son épingle du jeu à la faveur du conflit lié à la réforme des retraites ? Antoine Bristielle, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès, analyse, à partir de données d'opinion, la manière dont le Rassemblement national bénéficie des crises sociales et politiques en cours, la dégradation des soutiens de la majorité présidentielle et la stabilité électorale en trompe-l'œil de la Nupes.

L'épisode de la réforme des retraites que nous traversons depuis le début de l'année 2023 va marquer profondément le paysage politique français. D'une part, l'impression d'une déconnexion entre la volonté populaire majoritairement hostile à la réforme et la volonté du gouvernement de poursuivre – quoi qu'il en coûte – le processus risque d'impacter négativement le rapport des citoyens avec leurs institutions et leurs représentants politiques. Ce sont des éléments que nous développons dans une précédente note¹. D'autre part, cette séquence peut avoir de larges conséquences sur le paysage politique français et sur les équilibres politiques. Un récent sondage réalisé par l'institut Ifop² anticipant de nouvelles élections législatives montrait ainsi une évolution marquée des préférences électorales des Français depuis juin (graphique 1).

Graphique 1. Comparaison entre les résultats des législatives de juin 2022 et des intentions de vote si une nouvelle élection devait avoir lieu³



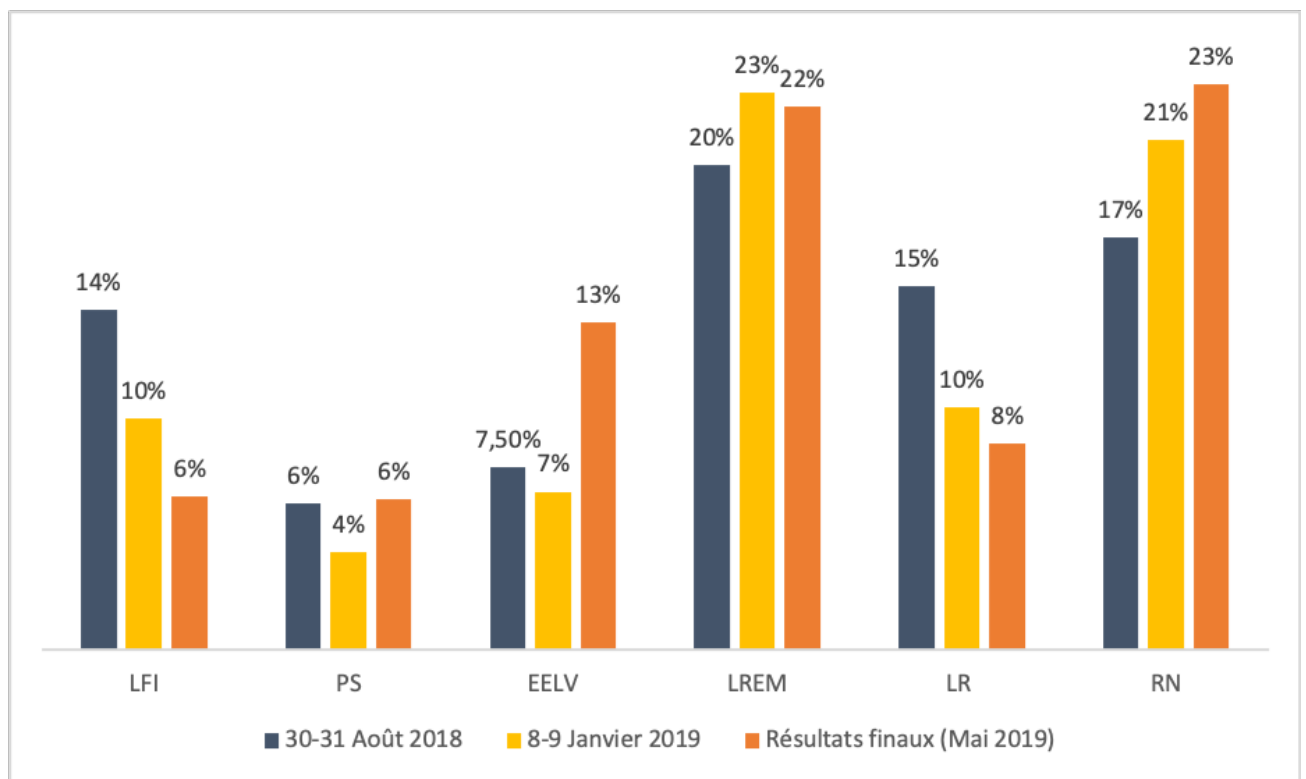
Comme on le constate en effet sur le graphique 1, la majorité présidentielle pâtit largement de la séquence actuelle, voyant son score électoral baisser de 4 points, passant ainsi de 26% des voix au premier tour des législatives de juin à 22% si une dissolution de l'Assemblée nationale devait avoir lieu. Dans le même temps, la Nupes reste stable à 26%, quand, à côté de cela, le score du Rassemblement national s'envole, passant de 19% à 26%.

Si ces évolutions ont beaucoup été commentées ces dernières semaines, plusieurs questions restent néanmoins en suspens. D'une part, comment expliquer que le Rassemblement national, et non la Nupes, bénéficie de la séquence, alors que le parti d'extrême droite a finalement été le parti politique le moins en vue sur toute la période ? D'autre part, la baisse enregistrée pour la coalition présidentielle est-elle vouée à durer dans le temps, ou, au contraire, n'est-elle qu'un épiphénomène du second quinquennat Macron ? Enfin, et en lien avec la précédente question, les dynamiques observées lors des crises sociales et politiques se retrouvent-elles dans les urnes lors des scrutins suivants ?

Les crises politiques et sociales ont des effets électoraux concrets

C'est une leçon essentielle à retenir de l'histoire politique récente : lorsqu'une crise majeure secoue le pays et que des dynamiques électorales s'observent à cette occasion, celles-ci perdurent, voire s'amplifient, et se retranscrivent dans les urnes lors des scrutins suivants.

Graphique 2. Évolution des intentions de vote aux élections européennes de 2019⁴



Concentrons-nous sur les élections européennes de mai 2019, qui avaient été précédées quelques mois plus tôt du mouvement des « gilets jaunes ». Le graphique 2 présente ainsi les intentions de vote aux européennes avant le mouvement des « gilets jaunes » (30-31 août 2018), lorsque ce mouvement commence à s'essouffler (8-9 janvier 2019), ainsi que les résultats finaux de l'élection en mai 2019. Plusieurs éléments intéressants sont à souligner. Premièrement, le mouvement d'Emmanuel Macron ne pâtit pas de la séquence des « gilets jaunes », au contraire, il se renforce, les intentions de vote passant de 20% à 23%, un score qu'il réalisa peu ou prou le jour de l'élection. À l'inverse, La France insoumise, d'une part, et les Républicains, d'autre part, ne réussissent pas à capitaliser sur la séquence, les intentions de vote diminuant lors du mouvement des « gilets jaunes », diminution qui s'est poursuivie jusqu'au jour du vote. Le Rassemblement national, quant à lui, bénéficie incontestablement de la séquence, ses intentions de vote augmentant de 4 points pendant toute la séquence – une dynamique qui s'est poursuivie jusqu'en juin avec l'obtention de 23,3% des intentions de vote.

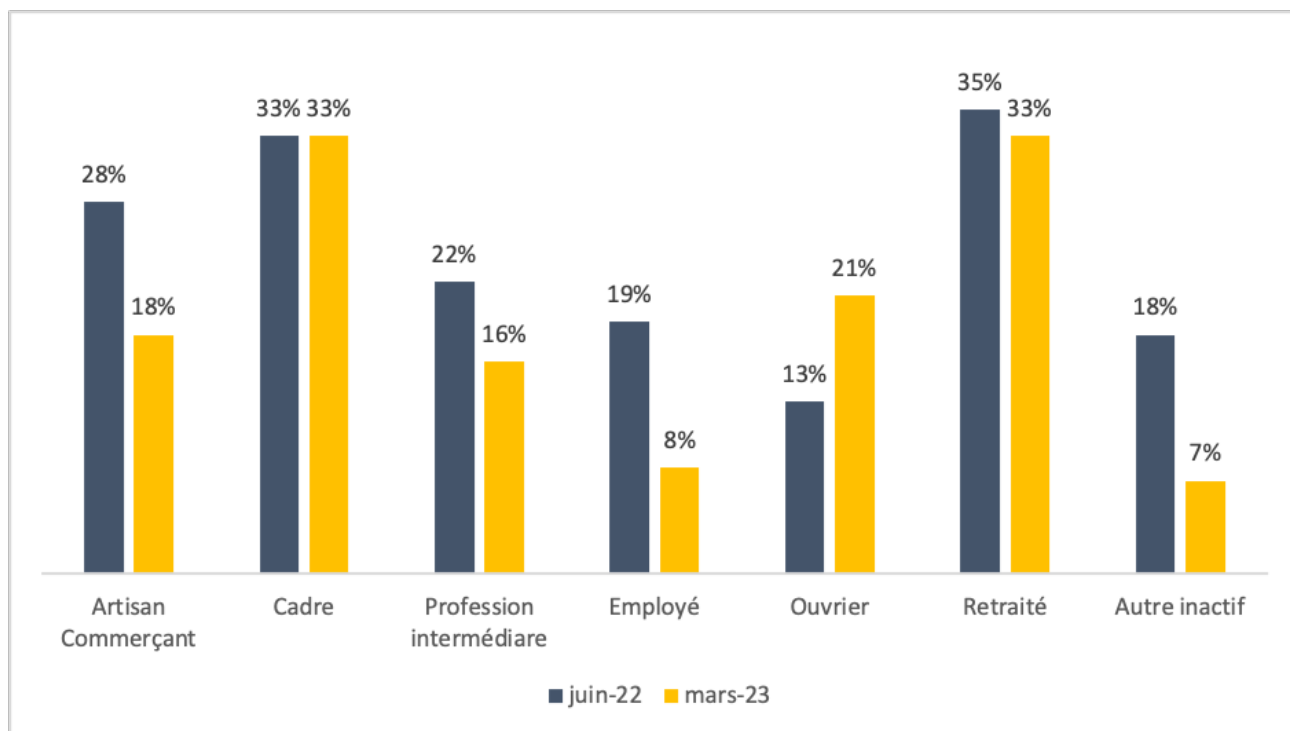
Ainsi, la façon dont un parti est impacté au moment d'une crise sociale et politique n'est pas quelque chose d'anodin et a une incidence sur les résultats électoraux du parti sur le moyen terme. Si la volatilité électorale est une réalité de plus en plus marquée dans notre pays, c'est néanmoins bel et bien dans ces phases de politisation intense que des dynamiques électorales s'enclenchent pour les années à venir.

Un autre exemple de ce type se retrouve sous le quinquennat Hollande avec la très décriée « loi travail » discutée au printemps 2016. En février 2016, François Hollande est mesuré à 16% des intentions de vote pour la présidentielle de 2017. Quelques mois plus tard, en juin, il perd 3 points (13%), une dynamique qui ne s'est plus renversée, l'empêchant de se représenter pour un second mandat.

Renaissance face à une dégradation marquée de son électorat

Comme signalé en introduction, entre juin 2022 et mars 2023, la coalition électorale d'Emmanuel Macron a perdu 4 points en termes d'intentions de vote. Cette baisse est loin d'être anecdotique. En effet, si l'évolution de la cote de popularité du président Macron suit la même dynamique que lors du mouvement des « gilets jaunes », avec seulement 28% des Français satisfaits de son action⁵, elle présente néanmoins des différences notables. Le mouvement des « gilets jaunes » avait en effet permis au président Macron de fédérer un socle – certes restreint, mais bien réel – autour de lui, quand la crise actuelle semble au contraire être en mesure d'avoir des conséquences électorales beaucoup plus graves.

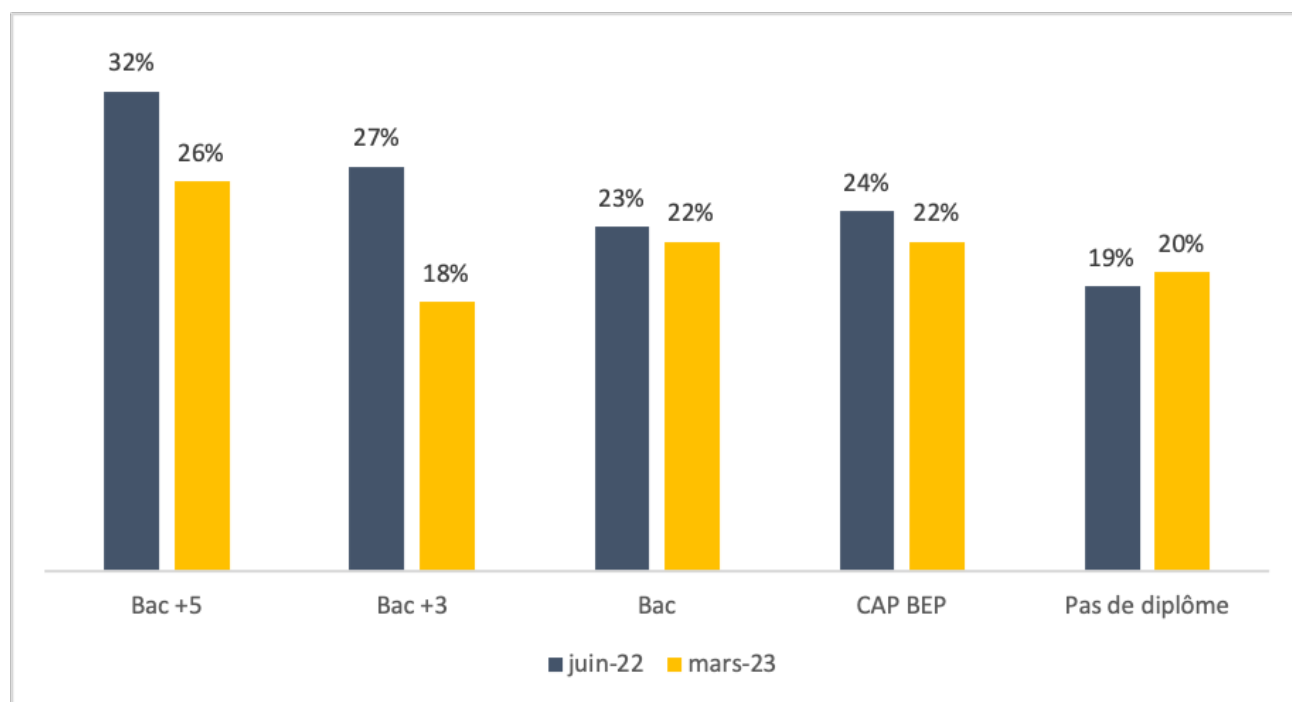
Graphique 3. Comparaison entre les résultats des législatives de juin 2022 pour Renaissance et des intentions de vote si une nouvelle élection devait avoir lieu, par catégories socioprofessionnelles⁶



Comme on le constate en effet sur le graphique 3, la coalition présidentielle perd énormément de

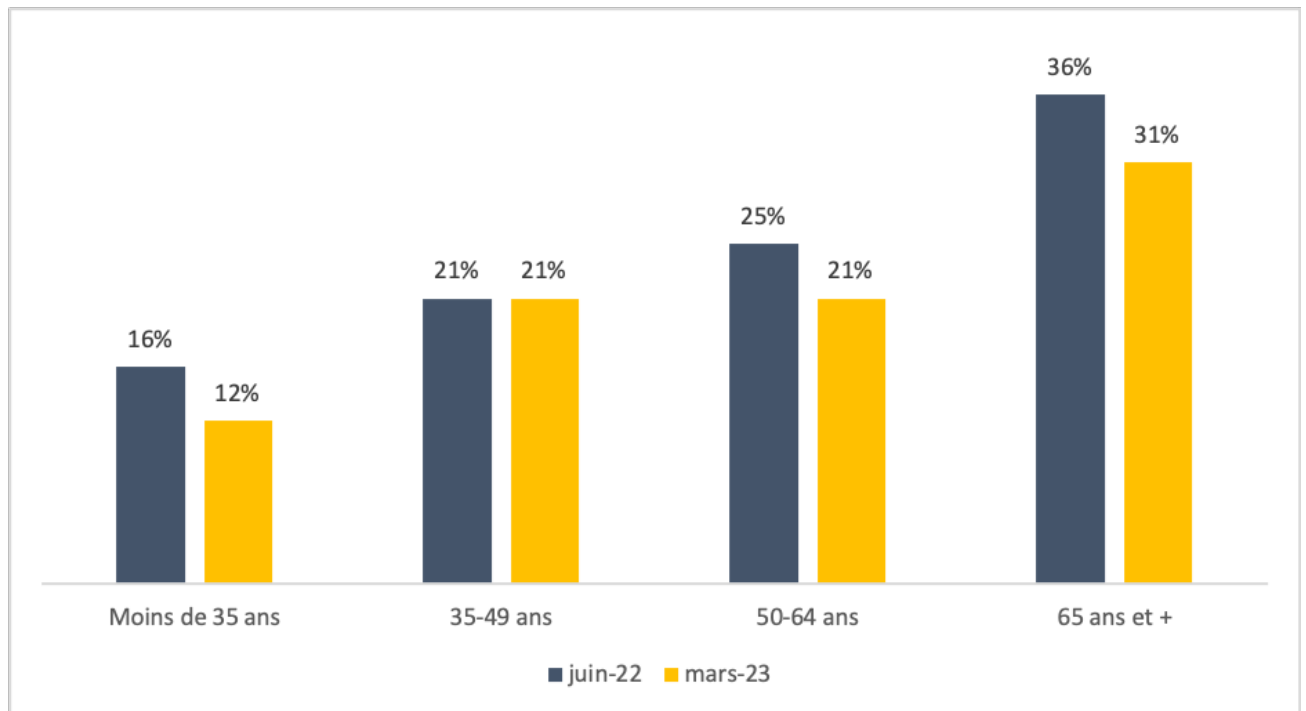
poids dans des secteurs clés de son électorat (-10 points chez les artisans, -8 points chez les professions intermédiaires, -11 points chez les employés) et ne conserve désormais plus que deux grandes forces électorales : les cadres (33% des intentions de vote) et les retraités (33% des intentions de vote également).

Graphique 4. Comparaison entre les résultats des législatives de juin 2022 pour Renaissance et des intentions de vote si une nouvelle élection devait avoir lieu, par niveaux de diplôme⁷



En termes de niveau de diplôme (graphique 4), les évolutions sont également frappantes : hormis chez les personnes ne possédant pas de diplôme, la coalition présidentielle perd dans toutes les autres catégories de diplôme. C'est une situation similaire que l'on constate lorsque l'on s'intéresse aux évolutions d'intention de vote par catégories d'âge (graphique 5), la baisse se constate chez les moins de trente-cinq ans (4 points), chez les 50-64 ans (4 points également) et chez les plus de soixante-cinq ans (4 points).

Graphique 5. Comparaison entre les résultats des législatives de juin 2022 pour Renaissance et des intentions de vote si une nouvelle élection devait avoir lieu, par catégories d'âge⁸



De la même manière, lorsque l'on interroge les Français ayant voté Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle, 19% disent aujourd'hui regretter leur choix. Ce chiffre monte même à 33% chez ceux ayant voté pour lui au second tour⁹.

Deux éléments supplémentaires laissent par ailleurs supposer que la situation n'est pas à même de s'arranger pour Emmanuel Macron.

D'une part, les Français imputent au gouvernement et à Emmanuel Macron la responsabilité principale de la crise que nous traversons aujourd'hui et non aux autres acteurs politiques et syndicaux engagés. 85% des Français jugent ainsi qu'Emmanuel Macron sort affaibli de la séquence, un chiffre bien supérieur à ce que l'on constate pour les différents autres partis¹⁰.

D'autre part, lorsque l'on s'intéresse aux traits d'image prêtés à Emmanuel Macron, les résultats sont également très intéressants. Lors de son premier quinquennat, Emmanuel Macron était perçu comme un réformateur compétent, qui manquait certes de proximité avec les Français, mais qui avait néanmoins la stature d'un chef d'État. Or ces différentes caractéristiques, qui faisaient la force du président, sont en train de se dissoudre progressivement. Depuis octobre 2022, il perd en effet 13 points sur son caractère dynamique (54% désormais), 6 points concernant sa volonté de « vraiment changer les choses » (41% désormais) et 6 points sur sa capacité à réformer le pays (36% désormais). Dans une situation où Emmanuel Macron n'a pas de majorité absolue à l'Assemblée nationale, où toute coalition avec son allier naturel, Les Républicains, semble

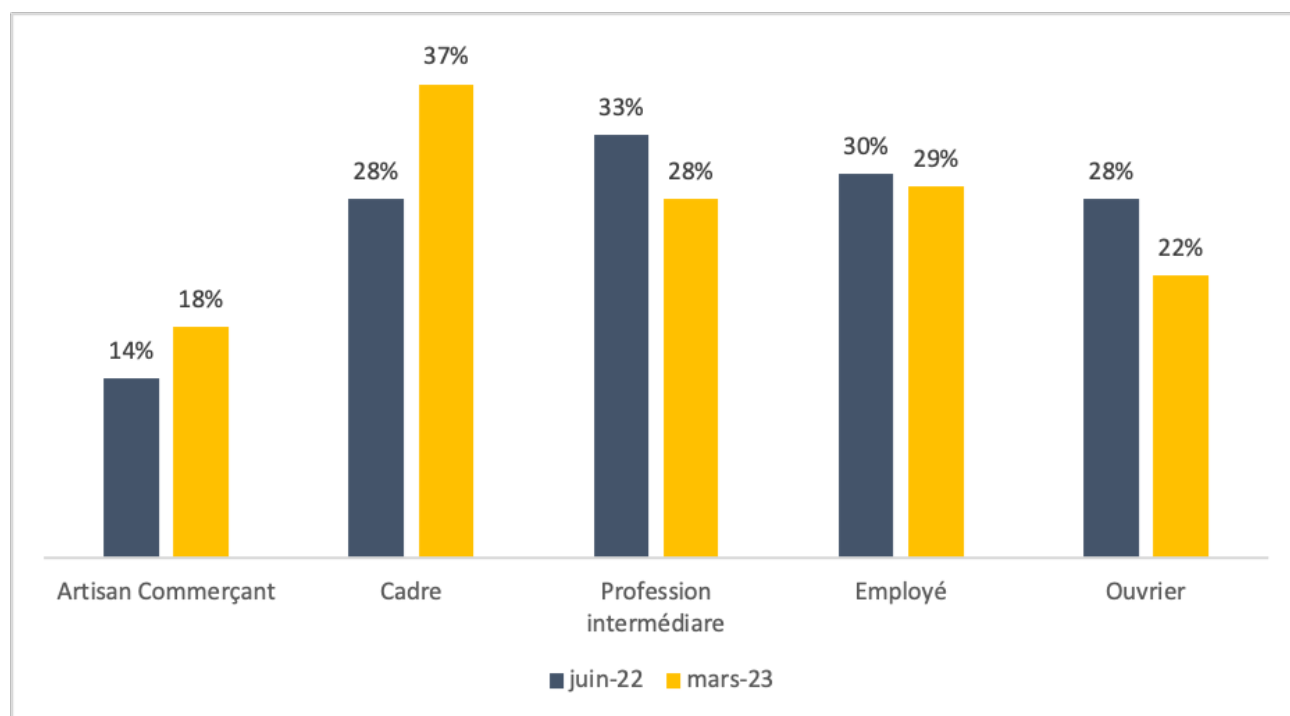
désormais plus chancelante que jamais, l'immobilisme qui lui est maintenant prêté a toutes les chances de lui être profondément préjudiciable lors des prochaines échéances électorales. Car, rappelons-le, l'essence même du macronisme, c'est bien d'être « En marche ».

La Nupes : une stabilité en trompe-l'œil

Comme nous le disions en introduction, la Nupes ne semble pas avoir été impactée, ni positivement ni négativement, par la séquence des retraites. L'union de la gauche avait en effet obtenu 26% des suffrages exprimés au premier tour des législatives et est toujours mesurée au même niveau. Pour autant, il existe bel et bien des fluctuations internes à la Nupes qui montrent un rééquilibrage des forces en faveur du Parti socialiste et d'Europe Écologie-Les Verts et au détriment de La France insoumise.

Regardons tout d'abord l'évolution de l'électorat de la Nupes en fonction des catégories socioprofessionnelles (graphique 6).

Graphique 6. Comparaison entre les résultats des législatives de juin 2022 pour la Nupes et des intentions de vote si une nouvelle élection devait avoir lieu, par catégories socioprofessionnelles¹

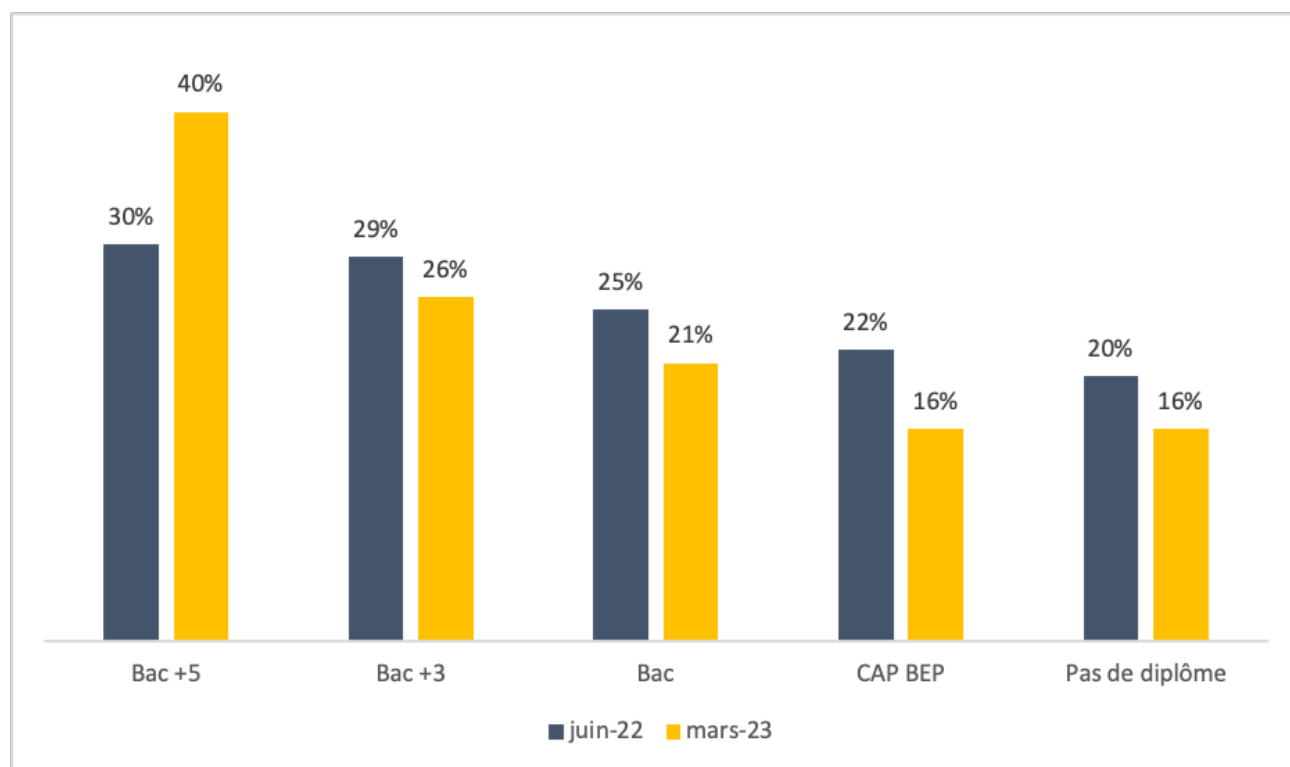


On constate ainsi une évolution sensible des électeurs de la Nupes au profit des catégories sociales supérieures et au détriment des catégories populaires. La part de cadres souhaitant voter pour la Nupes a en effet augmenté de 9 points depuis juin dernier. À ce niveau, la Nupes devient

désormais la formation politique préférée des cadres, devant Renaissance (33%). À l'inverse, la part des professions intermédiaires envisageant de voter pour la Nupes baisse de 5 points et la part d'ouvriers de 6 points. Or dans une précédente note¹², nous avons justement montré à quel point le profil sociologique des proches des différents partis de la Nupes différait, entre un ancrage populaire chez les proches de La France insoumise et un profil beaucoup plus aisé chez les proches d'Europe Écologie-Les Verts et du Parti socialiste. Le fait que les électeurs de la Nupes évoluent en faveur des catégories aisées et au détriment des catégories plus populaires indique clairement une redéfinition des équilibres internes en faveur du Parti socialiste et d'Europe Écologie-Les Verts.

C'est un constat similaire que l'on peut faire lorsque l'on s'intéresse à l'évolution de l'électorat de la Nupes par niveaux de diplôme (graphique 7).

Graphique 7. Comparaison entre les résultats des législatives de juin 2022 pour la Nupes et des intentions de vote si une nouvelle élection devait avoir lieu, par niveaux de diplôme



Comme on le constate sur le graphique 7, le profil sociologique des électeurs de la Nupes est de plus en plus composé de personnes fortement diplômées. 40% des électeurs possédant un bac+5 envisagent ainsi de voter pour la Nupes, contre 30% en juin dernier. Dans le même temps, la part d'électeurs possédant un faible niveau de diplôme est en baisse (-4 points chez les électeurs possédant un bac, -6 points chez les électeurs possédant un CAP ou un BEP, -4 points chez les électeurs ne possédant pas de diplôme). Or à nouveau, nous avons déjà montré dans une

précédente note à quel point les proches de La France insoumise étaient davantage composés de personnes au niveau de diplôme assez faible, quand les proches du Parti socialiste, et surtout d'Europe Écologie-Les Verts, avaient un profil plus diplômé. Dans ces conditions, c'est bien en faveur de ces deux partis, et au détriment de La France insoumise, qu'a lieu le repositionnement de l'électorat de la Nupes.

Une explication de ce phénomène provient des jugements concernant l'attitude de La France insoumise pendant cette séquence de retraites. Deux points ont en effet été critiqués. D'une part, la stratégie d'obstruction parlementaire choisie par La France insoumise en première lecture du texte à l'Assemblée nationale. D'autre part, l'attitude virulente de certains députés et membres du parti, par exemple lorsque le député « insoumis » Aurélien Saintoul a traité le ministre Olivier Dussopt d'« assassin » et d'« imposteur »¹³. Or justement, seulement 28% des Français jugent que La France insoumise a eu une attitude « responsable », un chiffre inférieur aux autres partis de gauche (36%), et même inférieur au gouvernement (31%)¹⁴.

Comment expliquer cette réalité, alors que La France insoumise a finalement été le parti le plus sur le devant de la scène lors de cette séquence des retraites ? La radicalité de La France insoumise a pu ainsi déplaire à une partie de l'électorat, dans un contexte où 71% des Français jugent que « même si son projet est différent de celui du gouvernement, une bonne opposition doit être capable de voter avec le gouvernement si les lois que ce dernier propose se rapprochent au moins en partie de ce qu'elle veut »¹⁵.

Le Rassemblement national, grand gagnant de la séquence

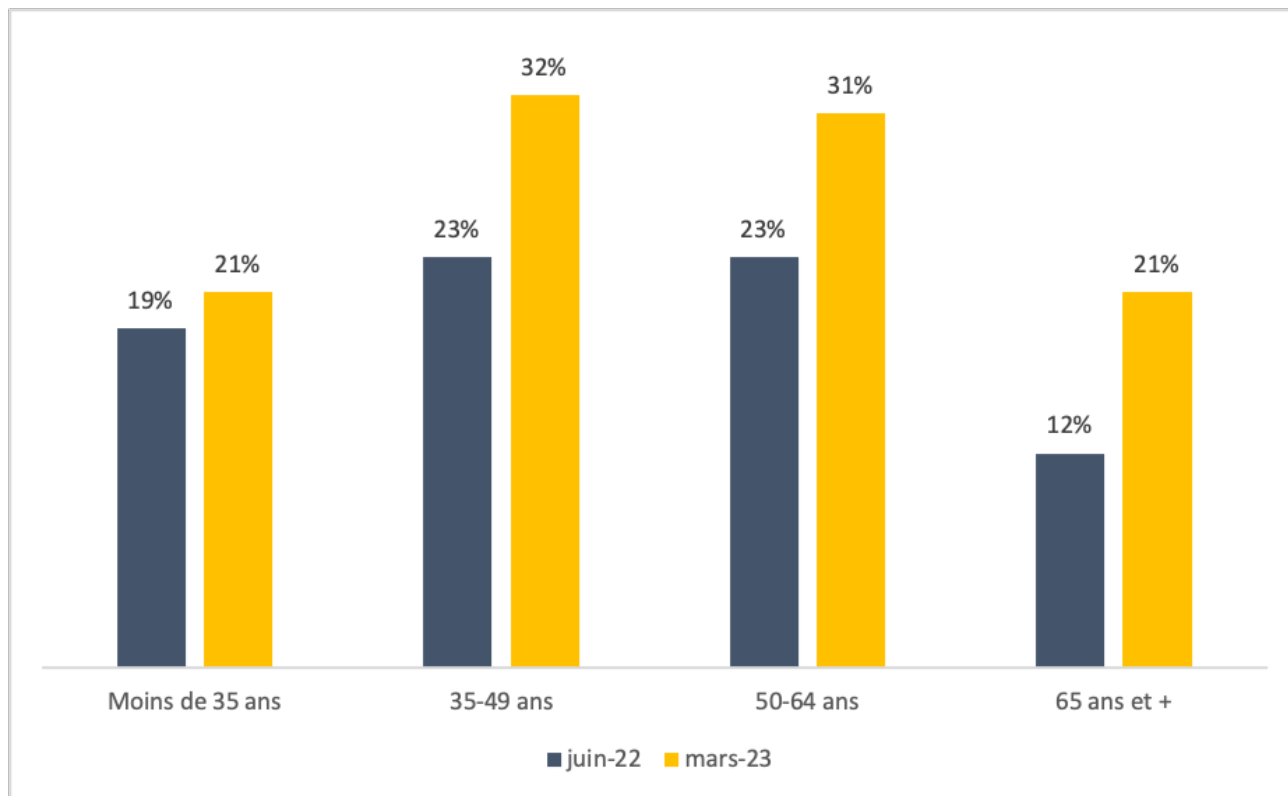
Le mouvement des « gilets jaunes » avait largement bénéficié au Rassemblement national, les intentions de vote pour la liste d'extrême droite aux européennes de 2019 augmentant de 4 points entre le début et la fin du mouvement. L'envolée du Rassemblement national est encore plus spectaculaire pendant cette séquence des retraites, les intentions de vote pour le Rassemblement national augmentant de 7 points si de nouvelles élections législatives devaient avoir lieu ! Certains mouvements plus spécifiques sont également extrêmement intéressants à observer.

Tout d'abord, le Rassemblement national gagne 10 points chez les femmes, contre 4 chez les hommes, devenant, avec 29%, la liste préférée des femmes.

D'autre part, comme on le constate dans le graphique 8, si le Rassemblement national bénéficie d'une progression importante chez les plus de soixante-cinq ans (+9 points), il augmente également ses scores chez les 35-49 ans (+9 points) et chez les 50-64 ans (+8 points), devenant

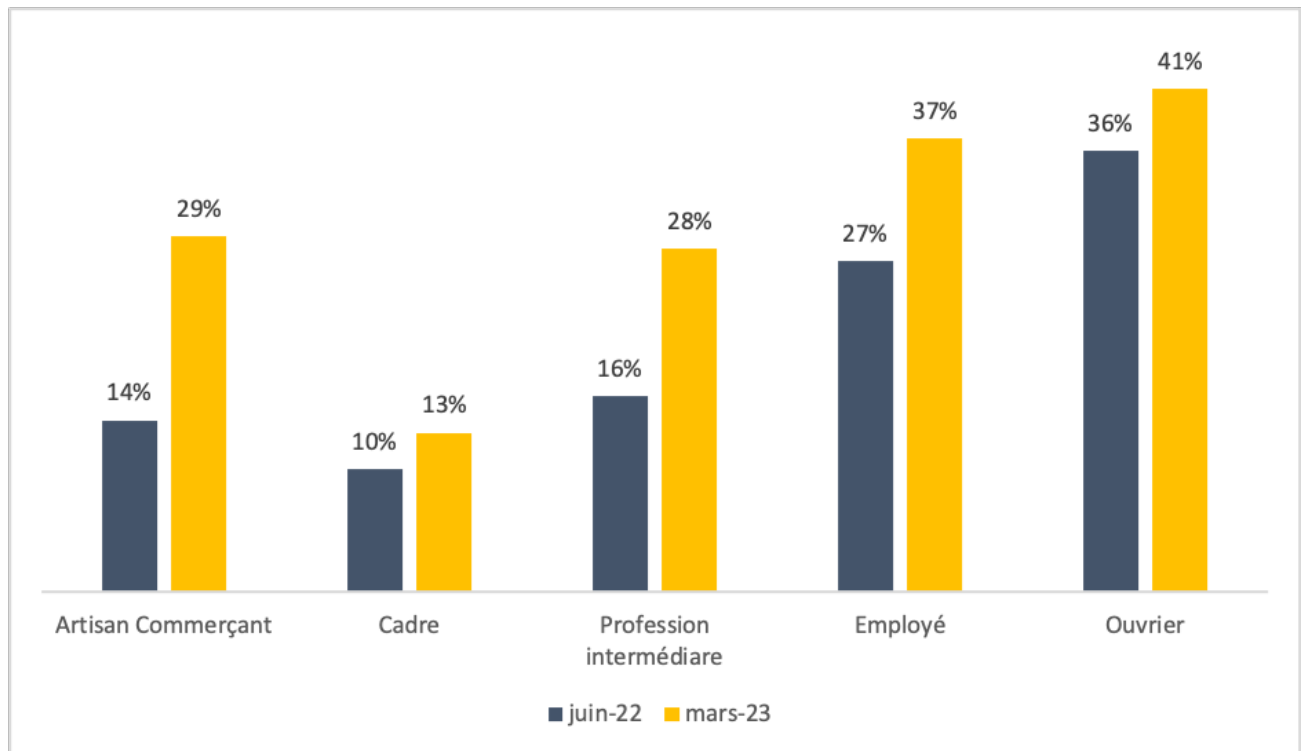
incontestablement le parti phare chez les Français au cœur du marché du travail.

Graphique 8. Comparaison entre les résultats des législatives de juin 2022 pour le Rassemblement national et des intentions de vote si une nouvelle élection devait avoir lieu, par catégories d'âge



Cette dynamique se constate également lorsque l'on étudie l'évolution des intentions de vote pour le Rassemblement national en fonction des catégories socioprofessionnelles (graphique 9).

Graphique 9. Comparaison entre les résultats des législatives de juin 2022 pour le Rassemblement national et des intentions de vote si une nouvelle élection devait avoir lieu, par catégories socioprofessionnelles



La liste du Rassemblement national voit ainsi son score augmenter chez les employés (+10 points) et chez les ouvriers (+5 points), devenant incontestablement le parti des classes populaires. Mais ses scores augmentent aussi considérablement dans d'autres catégories de la population, jusqu'ici moins « acquises » au Rassemblement national : +15 points chez les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, +12 points chez les professions intermédiaires. C'est donc un double mouvement qui est en train de s'opérer actuellement : le Rassemblement national se renforce indéniablement dans des catégories de population où il était déjà auparavant extrêmement fort, mais est également en train de ramener à lui d'autres catégories de population, au point de ressembler de plus en plus à un parti de gouvernement.

Conclusion

Plusieurs points essentiels ressortent de cette étude.

- Des dynamiques électorales majeures sont en train de s'opérer à la suite de cette réforme des retraites. Or, des exemples précédents nous montrent que les dynamiques électorales qui s'enclenchent dans les crises sociales et politiques ont toutes les chances d'avoir des effets concrets dans les urnes, lors des scrutins suivants.
- La situation est extrêmement inquiétante pour la majorité présidentielle, à qui est imputée la

responsabilité de la crise. En dehors des classes aisées et des retraités, le bloc politique d'Emmanuel Macron s'effrite considérablement. Plus encore, la situation de blocage qui caractérise désormais le parti présidentiel risque de lui être largement préjudiciable, dans la mesure où la promesse du macronisme était à la fois de dépasser les clivages et donc d'être en mesure de créer du compromis et également d'être toujours en mouvement.

- La stabilité électorale de la Nupes est en trompe-l'œil, dans la mesure où l'on assiste à un réaligement de l'électorat qui compose cette coalition en faveur du Parti socialiste et d'Europe Écologie-Les Verts et au détriment de La France insoumise. Mais ce mouvement n'est pas par ailleurs sans conséquence, la Nupes se coupant de plus en plus des catégories populaires.
- Le Rassemblement national, malgré sa faible implication lors de cette séquence, a clairement le vent en poupe. Si le Rassemblement national devient incontestablement le parti des catégories populaires et travailleuses, il augmente également considérablement ses scores dans d'autres secteurs clés de l'électorat, au point de ressembler de plus en plus à un parti de gouvernement. Le risque Rassemblement national augmente un petit peu plus chaque mois, questionnant au passage la récente stratégie du gouvernement de diriger davantage ses attaques sur La France insoumise, que sur le parti d'extrême droite¹⁶.

1. Antoine Bristielle, « La réforme des retraites et ses implications pour la démocratie française », *Fondation Jean-Jaurès*, 14 mars 2023.
2. Dans toute cette note, nous nous basons sur la comparaison entre l'enquête « Jour du vote » réalisée par l'Ifop le jour du premier tour des législatives et le sondage d'intention de vote pour d'éventuelles législatives, réalisé également par l'Ifop le 20 et 21 mars 2023.
3. « L'intention de vote aux prochaines élections législatives – vague 2 », *Ifop*, 27 mars 2023.
4. « Les intentions de vote pour les élections européennes de 2019 », *Ifop*, septembre 2018.
5. Christine Ollivier, « Emmanuel Macron atteint la cote d'alerte et passe sous la barre des 30 % de popularité », *Le Journal du dimanche*, 18 mars 2023.
6. « L'intention de vote aux prochaines élections législatives – vague 2 », art. cité, 27 mars 2023.
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*
9. « 61 % des Français qui ont vu ou entendu parler de l'interview du président de la République ont le sentiment que ses propos vont provoquer plus de colère », *Elabe*, 23 mars 2023.
10. « Les Français et la réforme des retraites », *Elabe*, 20 mars 2023.
11. « L'intention de vote aux prochaines élections législatives – vague 2 », art. cité, 27 mars 2023.
12. Antoine Bristielle, « Quel futur pour la Nupes ? », *Fondation Jean-Jaurès*, 25 août 2022.
13. Wally Bordas et Claire Conruyt, « Retraites : l'insoumis Aurélien Saintoul qualifie Olivier Dussopt d'"assassin" et d'"imposteur" », *Le Figaro*, 13 février 2023.
14. Sondage OpinionWay pour *Les Échos*, réalisé les 15 et 16 février.

15. *Fractures françaises*, enquête Ipsos/Steria pour Le Monde, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès, septembre 2022.
16. « Le billet de Jonathan Bouchet-Petersen : Attention, diaboliser Mélenchon, c'est dédiaboliser Le Pen », *Libération*, 28 mars 2023.